

PRÉFET DE L'AISNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement

Unité gestion des Installations Classées pour la Protection
de l'Environnement, Déchets

Affaire suivie par : Mme Catherine RAËS
Tél. : 03.23.24.64.69 - Fax : 03.23.24.64.01
Courriel : ddt-env-icpe@aisne.gouv.fr

Dossier n° 9530

RD/2012/152

**Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II, Titre 1er relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et le Livre V, Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 donnant délégation de signature à Monsieur FLORID, Directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

VU l'arrêté de subdélégation du 19 mars 2012 du Directeur départemental des territoires de l'Aisne en faveur de ses collaborateurs ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 14 août 1998 à la société FLOREPI, dont le siège social est situé Z.I. Pôle d'activité A26 à GUIGNICOURT, relatif à l'exploitation d'une pâtisserie industrielle située Z.I. Pôle d'activité sur le territoire de la commune de GUIGNICOURT comportant un stockage de gaz propane de 3,2 tonnes ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 28 août 2007, à la société FLOREPI, dont le siège social est Pôle d'activité A26 – BP 36 – à GUIGNICOURT, pour son projet d'extension de l'unité de production de pâtisserie industrielle située Pôle d'activité A26 – BP36 (parcelles cadastrales ZV n°68, 99, 115 et 122) sur le territoire de la commune de GUIGNICOURT qui prévoit :

- une activité de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, la quantité de produit étant de 9t/j ,
- une installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant de 279 kW ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 23 décembre 2010, à la Société FLOREPI, représentée par Monsieur Nicolas FISCHER, pour l'installation d'un atelier de conditionnement et de reconditionnement, l'extension du stockage de produits frais et du quai d'expédition et la modification des installations de réfrigération, situés Pôle d'Activité A26, parcelles cadastrales ZV n°68, n°99, n°115 et n°122, sur le territoire de la commune de GUIGNICOURT, qui comporte:

- une préparation ou conservation de produits alimentaires d'origines végétale dont la quantité de produits entrant est de 9 tonnes/jour,
- une augmentation de la quantité de NH3 utilisée dans l'installation de production de froid, qui passe de 100 kg à 300 kg,
- une installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, dont la puissance absorbée par les compresseurs ammoniac est de 264 kW pour deux compresseurs,
- une installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa dont la puissance installée des compresseurs passent de 209 à 359 kW,

- un stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés qui est composé d'une unité de production utilisant du propane pour l'alimentation en énergie des fours d'une capacité de 6 tonnes,
- un entrepôt couvert dont la capacité maximale de stockage est inférieure à 500 tonnes,
- un dépôt de papier, carton ou matériaux combustible analogues dont le volume de stockage est inférieur à 1000 m³,
- un atelier de charge d'accumulateurs dont la puissance maximale de courant continu utilisable est inférieure à 50 kW,

VU la déclaration du 19 novembre 2012, par laquelle la S.N.C. FLOREPI, représentée par Monsieur Nicolas FISCHER, a indiqué exploiter une installation, située Pôle d'Activité A26, parcelles cadastrales ZV n°68, n°99, n°115 et n°122, sur le territoire de la commune de GUIGNICOURT, qui comporte:

- un entrepôt couvert dont la capacité maximale de stockage est inférieure à 500 tonnes,
- un entrepôt frigorifique dont le volume total est 3 392 m³,
- une installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa dont la puissance absorbée est inférieure à 10 MW,

Ces chiffres sont inférieurs aux seuils de classement des rubriques n°1510, n°1511 et n°2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.,

- une augmentation de la quantité de NH₃ utilisée dans l'installation de production de froid, qui passe de 300 kg actuellement 450 à kg,
- un stockage en réservoirs manufacturés de gaz liquéfiés à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature dont la quantité stockée sur le site est de 19 tonnes,
- une préparation ou conservation de produits alimentaires d'origines végétale dont la quantité de produits entrant est de 9 tonnes/jour,
- une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de type circuit fermé d'une puissance de 870 kW,

CONSIDÉRANT que cette installation est soumise à déclaration, avec obligation de contrôle périodique sous les rubriques n°1136-B-c, n°1412-2-b et n°2220-2 et soumise à déclaration sous la rubrique n°2921-2 de la nomenclature au titre des rubriques n°de la nomenclature des installations classée pour la protection de l'environnement ;

DONNE RÉCÉPISSÉ

À la S.N.C. FLOREPI, de sa déclaration.

L'exploitant devra se conformer aux dispositions du Code du Travail, notamment la quatrième partie relative à la santé et à la sécurité au travail, ainsi qu'aux prescriptions générales, dont extrait ci-joint, en ce qui concerne les activités ayant fait l'objet de la déclaration.

En cas de changement d'exploitant, déclaration devra en être faite à la Préfecture, dans le délai d'un mois, par le nouvel exploitant ou son représentant.

Une nouvelle déclaration, faite dans les formes prévues par l'article R.512-47 du code de l'environnement, serait nécessaire, avant tout acte d'exploitation, si l'établissement faisant l'objet du présent récépissé n'était pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la date de la déclaration susvisée ou si l'exploitation en était interrompue pendant plus de deux années consécutives.

En cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci en indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Une copie du présent récépissé sera affichée, pendant une durée minimum d'un mois, à la porte de la mairie du lieu d'implantation de l'établissement.

Les tiers peuvent consulter à la mairie de GUIGNICOURT le texte des prescriptions générales applicables à cette installation.

Le présent récépissé est délivré sous réserve des droits des tiers, des servitudes pouvant exister sur les locaux et des dispositions des plans d'urbanisme. Il ne dispense pas le pétitionnaire de l'accomplissement des formalités légales qui pourraient être exigées par d'autres services ou administrations (urbanisme, chambre de commerce et d'industrie, chambre de métiers et de l'artisanat, services fiscaux, etc.).

Ce récépissé constitue une décision soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal administratif d'Amiens, 14, rue Lemerchier, 80 011 AMIENS Cedex 1 :

– par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de l'affichage de cette décision.

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Fait à LAON, le 12 9 NOV. 2012
Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,
Le Chef du Service Environnement,



Patrice DELAVEAUD

PRÉFET DE L'AISNE

Direction départementale
des territoires

Service de l'Environnement

Unité de Gestion des Installations Classées pour la Protection
de l'Environnement, Déchets

Nos réf. : 9424

Vos réf. : votre dossier de déclaration du 19 décembre 2012

Affaire suivie par : Madame Catherine RAËS

catherine.raes@aisne.gouv.fr

Tél. 03-23-24-64-69 – Fax : 03-23-24-64-01

Courriel : ddt@aisne.gouv.fr

Laon, le 22 novembre 2012

Le Directeur départemental des territoires,

à

Société FLOREPI

Monsieur Nicolas FISCHER

Pôle d'Activité A26

B.P. 36

02190 GUIGNICOURT

Objet : Déclaration sur les modifications intervenues sur votre site

PJ : Accusé de réception et copie du récépissé de déclaration

Monsieur

Conformément aux dispositions de l'article R.512-49 du code de l'environnement, je vous adresse ci-joint :

- copie du récépissé relatif à la déclaration du 19 novembre 2012, par laquelle la S.N.C. FLOREPI, représentée par Monsieur Nicolas FISCHER, a indiqué la régularisation de l'installation, située Pôle d'Activité A26, parcelles cadastrales ZV n°68, n°99, n°115 et n°122, sur le territoire de la commune de GUIGNICOURT,
- un accusé de réception qu'il conviendra de me retourner dûment complété et signé.

Vous trouverez également les prescriptions générales relatives aux activités ayant fait l'objet de votre déclaration.

Je vous informe qu'en matière de voies et délais de recours, les litiges en matière de classement peuvent être déférés au tribunal administratif 14, rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX 1, dans les deux mois qui suivent la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs

Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation
Le Responsable d'Unité



Thomas BOSSUYT